



Appel de la Commission Exécutive FNPOS CGT du 8 avril 2020

Dans le monde, en Europe, en France, le COVID-19 tue.

L'emploi du mot « guerre » par notre Président est détestable. D'une part, son utilisation vise seulement à faire peur afin de réduire la population au silence et d'autre part, parce que le risque est réel, face aux montées du nationalisme et du repli sur soi. Il nous faut être vigilant pour que cette crise sanitaire ne se transforme pas en conflit entre les nations.

Les plus précaires, les plus fragiles sont en première ligne et les plus impactés par l'issue fatale de ce virus.

En France, les politiques précédentes et celle d'aujourd'hui, de casse de notre modèle de sécurité sociale, d'assurance chômage et de notre système de santé, sont génératrices de la situation que nous connaissons. En effet, ces politiques ont entraîné l'augmentation de la précarité et la suppression de milliers de lits dans les hôpitaux publics et dans le médico-social.

Depuis le mois de décembre, notre Gouvernement savait ce qui allait se passer et pour autant il n'a pris aucune mesure pour anticiper les moyens à mettre en œuvre pour limiter la montée de cette épidémie. Pire, il a carrément menti à l'ensemble de la population pour se défaire de sa responsabilité sur le manque de matériel pourtant vital pour sauver les vies : « les masques ne sont utiles que pour ceux qui sont atteints par le virus, le dépistage n'a aucun intérêt si ce n'est pour les soignants en première ligne... ».

Quid des salariés au front gérant des activités essentielles pour la population ? Quid des salariés de nos secteurs professionnels devant se rendre sur site pour la continuité du service public ? Quid des personnels dans les établissements UGECAM et centres de santé mutualistes ? Quid des aides à domicile qui doivent se rendre quotidiennement chez les personnes et qui sont en première ligne pour aider les malades du COVID 19 après leur hospitalisation ? Et quid du personnel d'entretien qui, tous les jours, doit désinfecter les locaux des entreprises, des commerces, des hôpitaux encore en service ?

Après les louanges pour ces travailleurs de l'ombre sur la nécessité du service public, le Gouvernement continue sa politique destructrice de notre système de protection sociale et de santé ainsi que la réduction des droits des salariés.

Comme le disait Ambroise Croizat, « Le patronat ne désarme jamais ».

Pour preuve, en pleine crise sanitaire, le Gouvernement prend des ordonnances qui réduisent les droits des salariés en leur imposant la prise de congés et de RTT, en allongeant la durée du travail, alors qu'il octroie des moyens financiers aux entreprises sans commune mesure avec les moyens destinés aux hôpitaux. De plus, les aides à destination des entreprises seront une fois de plus orientées principalement sur les entreprises du CAC-40 plutôt que vers les TPE, les PME ou les travailleurs indépendants.

Dans le Grand-Est, alors que la pandémie est à son paroxysme, l'Agence Régionale de Santé annonce le maintien des suppressions de lits et de postes dans les hôpitaux comme prévus avant la crise sanitaire.

C'est inacceptable !

**Les salariés ne mettront pas leurs vies en péril pour
maintenir les dividendes des actionnaires.**

La CEF réunie ce jour en audioconférence dénonce les ordonnances du Gouvernement.
Elle estime qu'il faut dès à présent continuer le rapport de force dans nos organismes pour que :

- Les agents travaillant sur site affectés aux activités indispensables, les salariés dans les UGECAM, les centres de santé mutualistes et les aides à domicile, aient le matériel nécessaire pour se protéger contre le virus ainsi que les personnels d'entretien qui désinfectent chaque jour les locaux utilisés,

- L'ensemble des personnels, qu'il soit en télétravail, en garde d'enfant, en confinement pour cause de contact avec une personne infectée, en maladie due au virus, en absence d'activité rémunérée, en chômage partiel, conservent leurs droits en termes de ticket restaurant, d'acquisition de jours de congés et de RTT, de primes liées à leurs missions et que leur rémunération soit intégralement maintenue.

La CEF propose dès à présent de préparer le jour d'après

La CEF propose dès à présent de préparer le jour d'après et cela peut se concrétiser par une grande manifestation à l'instar de notre 1er mai dès la sortie du confinement.

La crise sanitaire ne doit pas se transformer en crise sociale et pour cela, dès la fin de la pandémie, les salariés doivent reprendre les rennes pour imposer un autre choix de société basée sur la solidarité, des services publics forts et sur le 100% sécu (droit à la santé, à la famille, à la retraite, à l'emploi, à la compensation de la perte d'autonomie) sur la base du salaire socialisé que nous revendiquons depuis des années et géré par les assurés sociaux eux-mêmes.

Actuellement, une pétition lancée par 15 associations et syndicats est en ligne : « Pour un Jour d'Après écologique, féministe et social » (#PlusJamaisCa, signons #PourLeJourDapres).

La CEF invite les salariés des organismes sociaux [à la signer massivement](#).

Dans nos divers secteurs professionnels, la mise en place du télétravail ou le confinement réduit les contacts entre les organisations syndicales et les salariés. Les directions mettent tout en œuvre pour couper ce lien. Elles passent en plus au-delà du droit du travail en ne consultant pas les CSE et décident unilatéralement l'organisation du travail. La crise n'a pas modifié les prérogatives des CSE et ces derniers doivent être consultés pour toutes modifications d'organisation du travail, d'horaires, etc.

Les élus doivent faire valoir leurs droits et ne pas hésiter à impliquer la DIRECCTE pour obliger les directions à les respecter. Ils doivent aussi obtenir les moyens de communiquer avec les salariés.

La CEF invite les syndicats et les élus à se rendre plus régulièrement sur le site fédéral pour être informés rapidement sur les dernières mesures mises en place et les revendications de la CGT en la matière. Un dossier spécial COVID-19 est en ligne.

Ne tombons pas dans le piège de Macron.

«Pour la CGT, l'unité nationale ce n'est ni de près ni de loin».
Benjamin Amar - 6 avril 2020

Nous finirons cet appel par un hommage à tous les salariés victimes du COVID-19 mais aussi à toutes les autres personnes décédées dans cette bien triste période. Nous avons plus particulièrement une pensée pour notre camarade David qui nous a quittés trop rapidement. Son militantisme et l'attention toujours bienveillante qu'il portait aux autres nous manqueront.